

Thème n°9 sur 17

La procédure contradictoire

► **Définition de la procédure contradictoire**, selon **Bruno Genevois** du Conseil d'État :

« Manière d'agir impliquant qu'une mesure individuelle d'une certaine gravité, reposant sur l'appréciation d'une situation personnelle, ne peut être prise par l'administration, sans que soit entendue, au préalable, la personne qui est susceptible d'être lésée dans ses intérêts moraux ou matériels par cette mesure. »

*

La procédure contradictoire concrétise essentiellement le principe du **respect des droits de la défense**.

► Dès les années quarante, le juge administratif estime que le respect des droits de la défense est un **principe général du droit**.

Deux décisions :

- Conseil d'État, Section, 5 mai 1944, *Dame veuve Trompier-Gravier*.
- Conseil d'État, Assemblée, 26 octobre 1945, *Aramu et autres*.

► Selon le Conseil constitutionnel, le principe du respect des droits de la défense est un **principe fondamental reconnu par les lois de la République** :

- Décision n° 76-70 DC du 2 décembre 1976.

*

Bref, l'administration doit respecter l'adage *audi alteram partem*. Traduction : *Écoutez l'autre partie*.

*

► **Question** : Dans quels cas, l'autorité administrative doit-elle respecter la procédure contradictoire ?

► **Réponse** : Il existe **trois types** de décisions ou de mesures que l'administration doit prendre dans le respect de la procédure contradictoire.

① **Premier type de mesures** : Toute mesure prise par une autorité administrative à titre de **sanction**, c'est-à-dire en vue de punir ou de réprimer un comportement.

② **Deuxième type de mesures** : Toute mesure prise en considération de la personne et présentant une certaine gravité.

Exemple : Le licenciement d'un agent public pour inaptitude physique.

③ **Troisième et dernier type de mesure** : Les décisions individuelles devant être motivées selon le code des relations entre le public et l'administration.

*

Cela dit, je n'exige pas que vous mémorisiez la liste ci-dessus.

Je vous demande plutôt de retenir la formule qui résume cette liste.

Cette formule qui résume et qui est à retenir, la voici :

❑ **En principe, l'administration doit faire précéder d'une procédure contradictoire toutes ses décisions individuelles qui sont défavorables à leurs destinataires.**

Sauf dans trois cas.

Premier cas : Lorsque ces décisions interviennent à la suite d'une demande des personnes concernées.

Deuxième cas : Lorsqu'il y a urgence ou circonstances exceptionnelles.

Troisième et dernier cas : Lorsque la mise en œuvre de la procédure contradictoire serait de nature à compromettre l'ordre public ou la conduite des relations internationales.

*

► **Question** : Comment l'autorité administrative doit-elle respecter la procédure contradictoire ?

► **Réponse** : Voici comment l'autorité administrative doit respecter la procédure contradictoire.

En trois points.

① **Premier point** : L'autorité administrative doit informer l'intéressé de la mesure qu'elle envisage de prendre.

Le cas échéant, elle accomplit toutes diligences raisonnables pour le retrouver si elle ignore son adresse.

L'information doit parvenir à l'intéressé dans un délai raisonnable et suffisant pour lui permettre de préparer sa défense.

② **Deuxième point :** L'autorité administrative doit également communiquer à l'intéressé les raisons ou les griefs qui motivent son intention.

③ **Troisième et dernier point :** L'autorité administrative ne peut prendre la mesure envisagée qu'après que la personne concernée a été mise à même de présenter dans un délai raisonnable des observations écrites et, le cas échéant, sur sa demande, des observations orales. Bref, ses **moyens de défense**. La personne concernée peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix.

*

► S'agissant du thème « La procédure contradictoire », **voilà tout ce qu'il y a lieu de retenir en vue de la meilleure note possible à l'examen (18/20).** ■

*** / ***

A. Coulibaly

► **Version :**

mardi 25 février 2025